



Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Marché public relatif à la conception, la mise en service, l'exploitation, la commercialisation et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité du Service Numérique Multimodal Titre Unique (SNMTU) pour les phases d'expérimentation et de passage à l'échelle du projet Titre Unique

RÉPONSES A DES QUESTIONS POSÉES PAR DES ENTREPRISES

Question n° 44 :

Nous avons noté dans vos réponses que le titulaire devait mettre en place les différentes conventions multipartites et que ces conventions sont incontournables pour l'ouverture commerciale du TU.

Comment pouvez-vous obtenir l'assurance que le titulaire aboutisse à la mise en place d'une convention qu'il ne connaît pas à date, avec des partenaires qu'il ne connaît pas non plus, ou en tout cas avec qui il n'a pas nécessairement à date de relation commerciale ?

Que se passe-t-il dans le cas où un des partenaires tarde à signer ou refuse tout simplement de signer la convention fût-elle basée sur le modèle de la DGITM ?

Réponse n° 44 :

Les conventions de distribution sont des pré-requis pour permettre la délivrance de produits tarifaires par un FSNM. Dans le cadre de la Tranche Ferme :

1. Ces conventions doivent être signées pour permettre la distribution, par le titulaire en tant que FSNM TU, des titres de chacune des 6 AOM partenaires.

Le Titulaire doit construire un planning dans son offre en tenant compte des délais de préparation, de négociation et de signature des conventions de distribution. Le Titulaire aura un rôle actif pour aboutir à la conclusion des conventions de distribution. Le Titulaire peut proposer des solutions pour optimiser les délais de signatures (solution technique, organisation). Une première version de la convention de distribution aura été partagée aux collectivités à la notification du marché.

2. Par ailleurs, les AOM partenaires de la Tranche Ferme devraient avoir signé une convention d'expérimentation avec la DGITM marquant leur volonté de participation au projet TU d'ici la notification de ce marché.

3. Il nous semble également important de rappeler les points suivants :
 - le Soumissionnaire dispose dans le DCE de l'essentiel des données et informations techniques lui permettant d'exécuter les phases de conception et de réalisation de la Tranche Ferme, indépendamment de la date de signature de la convention de distribution ;

- L'AOM partenaire peut accepter les titres distribués par l'application mobile TU sur son réseau sans évolution majeure de ses systèmes d'information (mode d'auto-déclaration sans impact sur les équipements billettiques, inspection visuelle des titres ou application de contrôle fournie, ...) ;

- le modèle économique de la distribution par le FSNM TU est défini pour la tranche ferme, puisque la DGITM s'engage vis-à-vis des AOM partenaires à ce que 100% des recettes liées à la vente de leur titre leur soit reversées et à prendre en charge les coûts d'exploitation de l'application mobile TU, évitant la nécessité d'une éventuelle négociation commerciale entre le titulaire et l'AOM partenaire ;

4. Toutefois, si malgré tout à la date de mise en service prévue par le titulaire, la convention de distribution n'était pas signée pour une raison non imputable au titulaire, une discussion sera engagée entre la DGITM et le titulaire pour envisager un décalage, un abandon, un remplacement ou toute autre option pertinente pour la distribution des titres du territoire pilote concerné. Cet ajustement pourra donner lieu à une éventuelle commande d'UO supplémentaires pour sa réalisation.

Question n° 45 :

Selon notre retour d'expérience, la conclusion de conventions multipartites est un processus long et chronophage (prise de contact, échanges, modifications éventuelles puis signatures).

Dès lors, dans le délai contraint du projet, des discussions en amont ont-elles déjà été engagées par la DGITM, afin d'accélérer le processus de conclusion dévolu au Titulaire ?

Réponse n° 45 :

La DGITM travaille sur une première version de la convention de distribution qui aura été partagée aux territoires à la notification du marché. Elle devra être négociée et finalisée avec le Titulaire du marché au démarrage de la tranche ferme pour permettre leur signature au plus vite et permettre la mise en service du MVP.

Question n° 48 :

Vous indiquez dans la réponse à la question N°3 que la DGITM est responsable du traitement des données à caractère personnel. Nous avons compris que le titulaire avait la charge de l'enrôlement et du cycle de vie du compte usager Titre unique, dont il assure également la gestion des données personnelles sur ses plates formes. Comment la DGITM compte-t-elle être responsable du traitement alors qu'elle délègue la totalité de cette responsabilité ?

L'application est-elle proposée sous la « Marque » DGITM ou celle du titulaire ? Dans la mesure où les conventions sont signées entre le titulaire et l'utilisateur, comment la DGITM souhaite-t-elle conserver la responsabilité du traitement des données ?

Réponse n° 48 :

Selon l'article 4, paragraphe 7 du RGPD, le responsable du traitement est [...] l'autorité publique, [...] ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. En cas de délégation d'activités de traitement à un tiers, le responsable du traitement initial reste responsable de la conformité au RGPD et doit s'assurer que le sous-traitant respecte les obligations légales en matière de protection des données, conformément à l'article 28 du RGPD. En l'espèce, la DGITM, en déterminant les traitements de données prévues dans le cadre du présent marché (enrôlement, gestion compte client ...) reste le responsable du traitement. Seule la gestion opérationnelle est déléguée au titulaire.

La marque associée à l'application mobile TU reste à définir, mais sera la propriété de la DGITM ou de la DGITM et des AOM partenaires du projet.

Question n° 49 :

Un compte de paiement est –il créé pour chaque création de compte mobilité TU ?

Réponse n° 49 :

Dans le CCTP, le compte de paiement est utilisé pour désigner :

- le compte de paiement du Titulaire permettant de collecter les recettes issues de la vente des titres ou de la facturation de l'offre de mobilité postpayée TU ;
- le compte de paiement du Bénéficiaire des recettes permettant de reverser les recettes à un Bénéficiaire donné.

Il n'est pas prévu de compte de paiement des usagers dans la solution TU, à l'exception de la tranche optionnelle 4. Pour la tranche optionnelle 4, la création d'un compte mobilité TU n'entraîne pas nécessairement la création d'une carte dématérialisée EMV "Transport", tel que précisé au CCTP §03.2.03.6 "Cette Carte EMV transport est optionnelle pour l'utilisateur. Les utilisateurs désireux d'emprunter des réseaux de transport Open Payment peuvent choisir de l'activer lors de l'enrôlement au service de mobilité post payé ou ultérieurement depuis leur compte mobilité. De la même façon, ils peuvent choisir à tout moment de résilier ce service. Cette carte doit par conséquent être créée à la demande de chaque usager et activée directement depuis l'application Titre Unique."

La création systématique d'un compte de paiement pour chaque carte EMV Transport reste à l'appréciation du soumissionnaire et pourra être arbitrée en phase d'études, dans la mesure où cette approche permet de garder une traçabilité des dépenses effectuées par chaque usager.